



CONTRIBUTION DU
SYNDICAT DES KIOSQUIERS
À l'accord intitulé :
« ASSORTIMENT ET PLAFONNEMENT »

Suite à l'accord Interprofessionnel « Assortiment et Plafonnement » du 1er juillet 2021 nous avons plusieurs remarques à faire sur la représentativité des signataires associés et sur le contenu de cet « accord ».

En préambule, nous rappelons que la loi n° 2019-1063 du 18 octobre dans son article 5.2 demande « des règles d'assortiment des titres et de détermination des quantités servies aux points de vente ». Or ce n'est pas le cas de cet accord qui se limite à un seul plafonnement des quantités. Les signataires se substituent aux diffuseurs concernant les autres journaux et publications définies à l'article 5.3 de la loi.

Nous kiosquiers parisiens sommes surpris :

- ✓ que Médiakiosk qui a en charge l'installation et l'entretien des édicules puisse s'immiscer dans cet accord alors que cette société n'est ni editrice, ni messagerie et encore moins diffuseuse de Presse. Elle est de plus dépendante des éditeurs car leur louent de l'espace publicitaire
- ✓ que deux syndicats de kiosquiers parisiens puissent adjoindre leur signature à un accord dit « interprofessionnel » qui va défavoriser davantage la profession.

En effet, nous constatons que la décision n° 2017-08 du CSMP qui définit les conditions d'assortiment pour les nouveaux kiosques parisiens est remise en cause par cet accord. Cette décision qui se voulait avantageuse pour les kiosques Parisiens en libre-service prévoit un maximum de 14 titres/MLD alors qu'avec cet « accord interprofessionnel » nous passerions de 14 à 16 et pourquoi pas 18 titres/MLD ... sans possibilité pour le diffuseur de refuser.

Comment deux syndicats (SNLP et SKLP) et MédiaKiosk peuvent-ils être signataires d'un accord qui annulera l'assortiment réservé aux seuls kiosquiers parisiens et qui va à l'encontre de l'esprit de la loi ? Cette loi prévoit une meilleure maîtrise des flux (moins d'invendus, moins de manipulations inutiles et plus de visibilité dans les linéaires) et une revalorisation du métier de diffuseur en lui laissant plus de marge de manœuvre.

Avec quelques années de recul sur l'assortiment dans le cadre du nouveau kiosque nous nous apercevons que la méthodologie qui avait été élaborée par le CSMP n'a jamais été appliquée. Il était prévu que chaque messagerie réalise un bilan pour chaque kiosque et s'engage à adapter et contenir l'offre titres à hauteur de capacité d'accueil du kiosque. Les éditeurs jouent sur les numéros spéciaux (S, H) pour les maintenir artificiellement à la vente tout en ignorant sciemment l'historique des ventes du kiosque.

Au lieu d'appliquer cette règle, nous avons eu à subir une avalanche de titres pourtant limités par cette décision.

Pour les kiosquiers l'assortiment organisé uniquement par les messageries et les éditeurs c'est toujours plus de titres invendables, de manutention inutile et de ponction sur notre trésorerie.

Contrairement aux parties intéressées et rémunérées par les flux de papier invendables, nous diffuseurs, ne sommes rémunérés qu'à la vente d'un titre.

En ce qui concerne les autres points de « l'Accord Interprofessionnel » nous rejoignons les remarques et propositions faites par l'AADP et le Collectif de Défense du Réseau des Distributeurs de Presse.

Leurs propositions défendent l'esprit de la réforme et la loi qui prévoient plus de possibilité pour le diffuseur de choisir les titres hors IPG susceptibles d'être vendus dans son point de vente.

Voici pourquoi nous sommes opposés à cet accord et à une quelconque représentation par les signataires de cet accord.

Dans le cas d'une invalidation par l'Arcep, nous préférons que le régulateur reprenne la main sur le projet afin que la défense des diffuseurs soit préservée.

Nous espérons qu'enfin les décisions prises par l'ARCEP ne soient pas contournées impunément comme au temps de feu le CSMP.

Pour le Syndicat des Kiosquiers

Hocine DRIF